



COMMUNIQUE DE L'UNION LOCALE CGT ARMENTIERES

**Pour l'union locale, les secrétaires généraux :
FLEURY Christophe, WAEGEMACKER David**

ARMENTIERES, LE 02 OCTOBRE 2018.

Pour donner suite à la décision de l'ARS de mettre sous tutelle le centre hospitalier d'Armentières, et aux différentes voix portées, notamment celle du président du conseil de surveillance monsieur Bernard HAESEBROECK du 27 septembre, notre union locale a décidé également de faire entendre sa voix.

La CGT a toujours dénoncé le système de la T2A (tarification à l'activité), et les ARS (agences régionales de santé) qui ferment unilatéralement des services, et des établissements de santé simplement par souci de rentabilité.

Nous saluons la démarche courageuse de monsieur HAESEBROECK le 27 septembre dernier, en dénonçant la T2A et les ARS. Toutefois, la CGT aurait apprécié que ce soit fait bien avant, pendant que le parti socialiste (dont monsieur HAESEBROECK est membre, et élu maire sous cette étiquette) avait tous les pouvoirs, l'assemblée nationale, le sénat, les régions, les grandes villes, et la présidence de la république ; et aurait pu revoir en profondeur le financement des hôpitaux, et mettre un terme à cette mort lente et douloureuse de notre système de santé à laquelle on assiste.

Au lieu de cela, rien contre ce système pervers qui vise à mettre en péril les hôpitaux publics. Pire, le parti socialiste au pouvoir à l'époque institutionnalise la baisse, voire l'exonération des cotisations sociales qui vont étouffer la sécurité sociale qui finance...les hôpitaux publics. Là encore, aucune réaction de monsieur HAESEBROECK à l'époque pour sauver « son » hôpital.

Aujourd'hui, les salarié-e-s du centre hospitalier se trouvent pris en otage sous administration provisoire pendant un an.

« Des mesures d'urgence, des décisions courageuses, contribution à la sauvegarde de l'établissement » tels sont les mots déjà prononcé à tous le personnel par l'administrateur provisoire, monsieur BURGI.

L'union locale sera aux coté de tous les salarié-e-s, qui ont déjà souffert de beaucoup de sacrifices, pour lutter contre les mesures les visant financièrement dans le seul but de rétablir les comptes du CHA. Nous ne limiterons pas nos actions ni nos moyens pour défendre le personnel contre l'attaque qui se prépare envers celles et ceux qui nous accueillent, nous soignent, nous réconfortent, chaque jour.

Enfin, l'union locale à une pensée émue pour l'ancien directeur du centre hospitalier qui est actuellement en recherche d'affectation auprès du centre national de gestion tout en conservant son traitement et salaire de directeur.